

BÉJAÏA

Des étudiants mettent le feu au siège du rectorat

La tension est montée crescendo, en début de matinée d'hier, à l'Université de Béjaïa. Le bâtiment abritant le siège du rectorat, situé au campus de Targua-Ouzemmour, a été le théâtre d'actes d'une extrême violence où des étudiants chauffés à blanc ont saccagé et incendié plusieurs bureaux de l'édifice administratif.

«Je suis très choqué par le comportement de certains étudiants, en temps de guerre, on ne brûle pas une université. C'est inadmissible ce qui s'est passé chez nous», nous dira à chaud Merabet Djoudi, le recteur de l'Université de la capitale des Hammadites.

A l'origine de cette insurrection, selon des informations recueillies au centre universitari-

re, le recteur de l'Université Abderrahmane-Mira aurait «malmené» un étudiant affilié à la coordination locale. Le geste du responsable de l'université a

immédiatement fait réagir un groupe d'étudiants qui s'est déplacé au rectorat de Targua-Ouzemmour pour venger leur camarade et ensuite saccagé tout ce qui se trouvait sur leur passage.

«Le recteur de l'Université de Béjaïa, accompagné par le doyen de la faculté de droit et des agents de sécurité, a

agressé physiquement un étudiant de la faculté de droit qui s'apprêtait à assister à une assemblée générale organisée par le comité de la même faculté, lui causant une légère blessure au visage, avant de le menacer verbalement», dira un membre de la coordination rencontré dans l'enceinte universitaire.

Il est à noter que les étudiants de l'Université de Béjaïa n'ont pas rejoint leurs amphithéâtres depuis leur retour des vacances, suite au mot d'ordre de grève, lancé par la Coordination nationale autonome des étudiants et la non-satisfaction de leurs revendications.

Kamel Gaci

UNIVERSITÉ

Marche des étudiants de Boumerdès

En dépit de l'impressionnant dispositif répressif installé devant l'entrée de la Faculté des sciences de l'ingénieur de l'Université M'hamed-Bougara de Boumerdès, des centaines d'étudiants ont réussi à marcher, une première fois, sur plusieurs centaines de mètres avant d'être arrêtés. Cependant, dans l'après-midi, ils ont parcouru l'itinéraire convenu.

A plusieurs reprises, marcheurs et policiers se sont affrontés, sans gros dégâts, fort heureusement. Les étudiants, filles et garçons, se contentaient de foncer sur la haie de policiers en scandant leurs slogans favoris, dénonçant leur ministre en particulier et le pouvoir politique de manière générale. Ainsi, ils ont réussi à maintes fois à se frayer un passage. Pour se donner du courage, ils scandaient : «Djibouna les paras, les CRS ayanine, Harraoubia mahboul !» (Ramenez vos paras, les CRS sont mous, Harraoubia est fou).

Deux étudiants se sont évanouis et des blessés, légers, ont été déplorés vers midi. Un étudiant nous a montré plusieurs ecchymoses au pied droit dus aux coups de pied et de gourdin qu'il a reçus.

Le cortège des marcheurs a démarré à l'heure convenue, à 9h30, de la cour de la Faculté des sciences de l'ingénieur FSI, pour passer par la Faculté des sciences pour ensuite rallier celle

des sciences des hydrocarbures et de la chimie (ex-INH), où un sit-in permanent (jour et nuit) est prévu.

Devant le portail de la FSI, les étudiants ont engagé un bras de fer avec les URS. Le secrétaire général de l'Université de Boumerdès, Boufellah, fait son apparition au milieu des manifestants. Ce responsable a vainement tenté de convaincre son auditoire de révoltés que toute marche nécessite une autorisation réglementaire.

De leur côté, les protestataires accusent les services de sécurité d'avoir violé les franchises universitaires. Ils s'en sont, par ailleurs, pris à leur rectrice, l'accusant d'avoir demandé la présence des forces de l'ordre alors que leur marche est pacifique.

Retournement de situation. Les manifestants contournent le dispositif sécuritaire pour se retrouver hors de l'université. Une seconde fois, les URS accourent pour leur barrer la route. «Nous sommes des étudiants pas des voyous !»

«Nous sommes des étudiants pacifiques.» A plusieurs reprises, les manifestants forcent le barrage policier. A leur arrivée à hauteur de la résidence des filles Halima-Bayou, les étudiantes bloquées par les gardiens qui refusaient de leur ouvrir le portail, lançaient des youyous et des bouteilles d'eau pour encourager leurs camarades qui faisaient face aux URS.

La situation a failli dégénérer lorsqu'un policier a commencé à prendre les résidentes en photo. Sur place, les marcheurs ont longuement scandé les slogans fustigeant le ministre et le pouvoir. «Y en a marre de la hogra !» «Y en a marre de ce pouvoir.» «A bas la répression, liberté d'expression !» «One, two, three, où va l'Algérie ?» «Djazaïr horra democratia !» répétaient-ils. Ils ont aussi chanté en chœur *Min Djibalina* et adapté la célèbre chanson *Yal menfi* (l'exilé) à l'air du temps et de la protesta.

Une étudiante en première année de master a tenu à nous faire une déclaration pour expliquer le pourquoi de leur action pacifique : «Nous nous sommes réunis pour décider, dans notre propre intérêt, de la reprise des cours tout en maintenant les actions pacifiques, et ce, jusqu'à ce que les dirigeants de ce pays

se prononcent sur le devenir de l'Université algérienne et l'amélioration de la qualité de l'enseignement. Nous espérons que les autres universités du pays nous rejoindront pour faire aboutir cette revendication légitime.»

Il faut rappeler que la contestation du fameux décret présidentiel qui a semé la discorde au sein de la communauté estudiantine a été lancée à partir de l'Université M'hamed-Bougara et que durant les sit-in à Alger, qui ont duré plusieurs jours et nuits, les étudiants de Boumerdès ont été les plus actifs et aussi les plus réprimés. Il y a lieu de noter que des manifestants, notamment des délégués, nous ont fait part des menaces proférées contre eux par les services de sécurité.

Dans l'après-midi, la persévérance et l'énergie juvénile des étudiants a eu raison de la force répressive. Ainsi, les manifestants ont fini par parcourir l'itinéraire prévu avant de regagner le rectorat, en passant par une partie de la ville de l'ex-Rocher-Noir. Au niveau du rectorat, les marcheurs ont trouvé le portail clos. Aux cris de «Chérifi dégage !» «Harraoubia dégage !», ils ont forcé le portail pour occuper l'esplanade faisant face à la direction de l'université.

Abachi L.

LE SATEF LANCE UN APPEL À TOUS LES SYNDICATS

Une protestation commune le 1^{er} mai

Le Satef invite toutes les organisations syndicales à converger leurs forces vers une action commune le 1^{er} mai prochain, «une manifestation grandiose» pour arracher quelques droits au profit des travailleurs.

Irane Belkhedim - Alger (Le Soir) - L'idée a germé il y a peu. Elle est en cours de discussion avec les autres partenaires, mais n'a pas encore pris forme. Une marche, un rassemblement, où et quand ? Tout cela n'a pas encore été débattu.

«Nous en discutons avec les syndicats qui entretiennent des relations directes avec nous», a affirmé Mohamed-Salem Sadali, secrétaire général du Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation, au cours d'une conférence de presse qu'il a tenue, hier, au siège de la Ligue algérienne des droits de l'homme.

Le Satef cherche l'appui des autres organisations qu'il ne peut pas contacter. «Depuis quelque temps, la protestation a gagné de nombreux secteurs. Les étudiants protestent, de leur côté, comme

d'ailleurs les gardes communaux et les travailleurs de la santé. Il y a un vent de changement qui souffle et nous souhaitons saisir l'opportunité pour arracher des droits démocratiques.»

Pour le Satef, la protestation s'impose aujourd'hui, d'autant plus que la situation dans le secteur de l'éducation, comme partout ailleurs, ne s'améliore guère. Pour argumenter ses propos, Mohamed-Salem Sadali relève trois points : les œuvres sociales, la réforme du système éducatif et l'exercice des libertés syndicales.

Dans ce sens, il estime que la gestion des œuvres sociales ne doit pas être confiée à un seul syndicat (actuellement à la Fédération nationale des travailleurs de l'éducation de l'UGTA). «Les syndicats n'ont

rien à voir avec la gestion ! La tutelle se concerte avec des syndicats dociles et les décisions sont prises sans consulter les partenaires et la base !», peste-t-il, précisant que les commissions qui ont été installées pour étudier ce dossier «veulent gagner du temps».

«Nous demandons la création d'une commission pour enquêter sur la gestion des œuvres sociales et sanctionner les auteurs de dépassements».

Abordant la réforme du système éducatif, l'intervenant lâche : «C'est un fiasco !», car «les conditions élémentaires n'ont pas été réunies ! Et cela sans concertation avec les concernés. C'est le même staff qui a massacré l'école algérienne qui s'est chargée d'élaborer la réforme !». Il a néanmoins indiqué que les enseignants n'ont pas été formés, que les écoles n'ont pas été équipées pour pouvoir suivre et que «le livre scolaire a été un marché juteux pour certains». «Les cycles sco-

lares ont été réaménagés, c'est tout ce qui a été fait ! Le ministre donne des chiffres sur la réussite des élèves qui ne reflètent pas la réalité», a-t-il dit.

Evoquant le volet des libertés syndicales, Mohamed Salem Sadali soutient que toutes les libertés «acquises» ont été bafouées.

«Les syndicats n'ont plus le droit d'appeler aux grèves, d'organiser des manifestations publiques et de négocier avec les autorités !». Il affirme que récemment, une circulaire ministérielle a été affichée dans tous les établissements scolaires interdisant les réunions des syndicats.

«Les libertés syndicales ont été remises en cause et cela ne fait réagir personne !»

Pour dénoncer cette situation, le Satef pense tenir des rassemblements permanents au ministère du Travail et déposer une plainte auprès du Bureau international du travail.

I. B.

SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES (SNJ) Communiqué

Le secrétaire général du Syndicat national des journalistes a été reçu, mardi 5 avril 2011, par le directeur général de la Radio nationale pour une séance de travail.

Plusieurs questions ont été abordées au cours de cette rencontre, où le dialogue était empreint de sérénité mais aussi de franchise, comme c'est la tradition entre les deux parties.

Sujet hautement sensible, l'affaire des cachetiers de la Radio, problème récurrent et concernant des centaines de nos confrères, a fait l'objet de plusieurs rencontres similaires entre les deux parties.

A ce sujet, le syndicat note avec satisfaction la régularisation, ce jour 5 avril 2011, de l'ensemble des cas pendants, 344 au total, de journalistes répartis sur l'ensemble des 54 chaînes de radio, entre nationales et régionales, et qui passent, de fait, du statut de CDD (contrat à durée déterminée) à celui de CDI (contrat à durée indéterminée), mettant ainsi fin à une situation de précarité intenable et injuste. C'en est là un engagement honoré par le DG de la radio, comme il s'y était engagé en mars 2010. La rencontre a également porté autour de la question de la gestion de plans de carrière des travailleurs de la radio. Le directeur général de la Radio algérienne a réitéré sa détermination à finaliser le dossier avant le mois de juillet 2011 en finalisant la nomenclature des postes de travail. Autre question abordée, celle inhérente à l'affaire de nos confrères des Chaînes I et II, démis de leurs postes de responsabilités respectives à la suite d'un sit-in organisé par des confrères, le dimanche 3 avril 2011.

Un sujet moins consensuel entre les deux parties, certes, mais qui reste ouvert au dialogue.

Le syndicat prend acte, en tout cas, de la disponibilité du directeur général de la radio à discuter autour de revendications précises avec des représentants des journalistes et travailleurs dans un cadre légal.

**Contresigné par
Tewfik Khelladi,
directeur général de la Radio
algérienne
P/ le Syndicat national
des journalistes, le secrétaire
général
Kamel Amarni**